



mercredi 16 août 2017

Les grands titres:

- Le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'islamophobie sont des poisons pour nos sociétés, rappelle le chef de l'ONU
- Corée du Nord : la solution à la crise doit être politique, affirme le chef de l'ONU
- Meurtre des experts de l'ONU en RDC : António Guterres déterminé à tout faire pour voir les responsables punis
- Nigéria : le chef de l'ONU condamne des attaques terroristes dans l'Etat de Borno
- Violations de droits humains au Burundi : l'ONU fera le point sur son enquête en septembre
- Le Kosovo entre dans une « période d'incertitude » et un « vide » de gouvernance, prévient le Chef de la MINUK
- Colombie : la Mission de l'ONU achève la collecte des armes des combattants des FARC
- Un traité international contre les effets néfastes du mercure entre en vigueur

Le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'islamophobie sont des poisons pour nos sociétés, rappelle le chef de l'ONU



Le drapeau des Nations Unies au siège des Nations Unies à New York (archives),
Photo: ONU/Mark Garten

16 août - Le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme et l'islamophobie sont des poisons pour nos sociétés, a déclaré Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, alors qu'il était interrogé mercredi par la presse sur les récentes violences impliquant des militants d'extrême-droite à Charlottesville, dans l'Etat de Virginie, aux Etats-Unis.

Interrogé sur les propos polémiques du Président des Etats-Unis, Donald Trump, sur ces violences, M. Guterres a souligné qu'il ne commentait pas les propos de chefs d'Etat mais qu'il était là pour « affirmer les principes ».

« Et les principes que j'affirme sont très clairs. Le racisme, la xénophobie, l'antisémitisme ou l'islamophobie sont (...) des poisons pour nos sociétés. Et il est absolument essentiel pour nous tous de nous y opposer partout et tout le temps », a dit le Secrétaire général lors d'un point de presse au siège de l'ONU, à New York.

En tant qu'Européen, il s'est dit fier des valeurs véhiculées par l'Europe des Lumières : « la tolérance, le respect de l'autre, l'importance de la reconnaissance de la diversité ». « Et il est indispensable de pouvoir défendre ces valeurs et en même temps condamner toutes les formes d'irrationalité qui fragilisent actuellement ces valeurs, que ce soit aux États-Unis, ou ailleurs dans le monde », a-t-il ajouté.



Des experts dénoncent un racisme en hausse aux Etats-Unis

De son côté, un groupe d'experts des droits de l'homme des Nations Unies a prévenu mercredi que le racisme et la xénophobie étaient en hausse aux États-Unis.

« Nous sommes indignés par les violences à Charlottesville et la haine raciale affichée par des extrémistes de droite, des suprématistes blancs et des groupes néo-nazis », ont déclaré ces experts dans une déclaration conjointe.

Ces experts sont Sabelo Gumedze, Président du Groupe de travail des experts sur les personnes d'ascendance africaine, Mutuma Ruteere, Rapporteur spécial sur les formes contemporaines de racisme, de discrimination raciale, de xénophobie et d'intolérance qui y est associée, et Anastasia Crickley, Présidente du Comité pour l'élimination de la discrimination raciale.

« Nous considérons ces événements comme les derniers exemples d'un regain de racisme, de discrimination raciale, d'afrophobie, de violence raciste et de xénophobie observé lors de manifestations à travers les États-Unis », ont dit ces experts. « Nous sommes profondément préoccupés par la prolifération et l'importance croissante de groupes haineux et racistes. Les actes et les discours racistes et haineux doivent être condamnés sans équivoque. Les crimes de haine doivent faire l'objet d'une enquête et leurs auteurs doivent être poursuivis ».

Les experts en droits de l'homme ont une nouvelle fois demandé aux autorités américaines d'intensifier leurs efforts pour s'attaquer à ce problème.

« Nous appelons le gouvernement des États-Unis et les autorités au niveau des États à adopter rapidement des politiques efficaces, à s'attaquer d'urgence aux manifestations incitant à la violence raciale et à comprendre comment elles affectent la cohésion sociale », ont déclaré les experts.

Ils ont appelé le gouvernement à être vigilant dans sa lutte contre tous les actes de racisme, de xénophobie et de violence raciste, où qu'ils se produisent. Selon eux, des incidents récents en Californie, en Oregon, à la Nouvelle-Orléans (Louisiane) et dans le Kentucky, ainsi qu'à Charlottesville, démontrent l'étendue géographique de ce problème.

Les experts ont noté que les manifestants d'extrême droite à Charlottesville ont chanté des slogans anti-noirs, antisémites et anti-immigrés. Selon eux, il est d'une importance cruciale que ceux qui ont commis des crimes ou violences racistes rendent des comptes.

« Nous appelons à des poursuites et à des sanctions adéquates contre tous les responsables et à l'établissement rapide d'une enquête indépendante sur ces événements », ont-ils dit.

Ils ont notamment condamné l'acte « horrible » d'une voiture qui a foncé sur une foule de manifestants anti-extrême-droite, tuant une manifestante et en blessant plusieurs autres. Ils ont également noté avec tristesse que deux agents de la police de l'État de Virginie ont été tués dans un accident d'hélicoptère alors qu'ils surveillaient ce qui se passait à Charlottesville.

Corée du Nord : la solution à la crise doit être politique, affirme le chef de l'ONU



Le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, devant la presse. Photo ONU/Mark Garten

16 août - Face au regain de tensions entre la Corée du Nord et les Etats-Unis, le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, a affirmé mercredi que la solution à cette crise ne pouvait être que politique.

« A mesure que les tensions augmentent, le risque de malentendu, d'erreur de calcul et d'escalade augmente. C'est pourquoi il est si important de baisser d'un ton et de se focaliser sur la diplomatie », a dit M. Guterres lors d'un point de presse au siège de l'ONU à New York.

Les Etats-Unis et la Corée du Nord ont échangé la semaine dernière des menaces verbales

laissant planer le risque d'un conflit militaire dans la péninsule coréenne.

Le Secrétaire général de l'ONU a souligné que ses bons offices étaient toujours disponibles. « J'ai transmis ce message hier aux représentants des Pourparlers-à-six » (République populaire démocratique de Corée, République de Corée, Etats-Unis, Russie, Chine et Japon), a-t-il ajouté. « Je resterai en contact étroit avec toutes les parties concernées et je suis prêt à apporter mon aide de quelque manière que ce soit ».

M. Guterres a estimé que la communauté internationale devait envoyer un message « clair et cohérent » aux dirigeants de la République populaire démocratique de Corée (RPDC) : « respectez complètement vos obligations internationales, efforcez-vous de rouvrir les canaux de communication et soutenez les efforts visant à apaiser la situation ».

« Je me félicite de la poursuite de l'implication cruciale d'États membres et j'appuie l'appel lancé par la République de Corée à la RPDC pour engager un dialogue crédible et significatif. Cela comprend des mesures de confiance visant à désamorcer les tensions et à permettre des mesures visant à la dénucléarisation de la péninsule coréenne », a-t-il ajouté.

« La solution à cette crise doit être politique. Les conséquences potentielles d'une action militaire sont trop horribles pour même être envisagées », a dit M. Guterres.

Le 5 août dernier, en réponse aux derniers tirs de missiles balistiques réalisés par la Corée du Nord, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité une résolution décidant le renforcement des sanctions à l'encontre des exportations nord-coréennes.

Dans cette résolution proposée par les Etats-Unis, le Conseil a condamné « avec la plus grande fermeté » les tirs de missiles balistiques effectués les 3 et 28 juillet 2017 par la RPDC et rappelé qu'ils ont été effectués « en violation et au mépris flagrant » des résolutions du Conseil sur la question.

Meurtre des experts de l'ONU en RDC : António Guterres déterminé à tout faire pour voir les responsables punis



Vue aérienne de la ville de Kananga dans la province du Kasai-Central de la RDC (archives). Photo MONUSCO/Myriam Asmani

16 août - Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a réaffirmé mercredi son intention de « tout faire » pour que les responsables « criminels » du meurtre de deux experts de l'ONU au Kasai, en République démocratique du Congo (RDC) en mars dernier, soient punis.

Le 27 mars, les corps de Michael Sharp (Etats-Unis) et de Zaida Catalan (Suède), deux experts des Nations Unies travaillant pour le Groupe d'experts qui surveillaient le régime des sanctions dans la province du Kasai Central, ont été retrouvés à l'extérieur de la ville de Kananga.

Lors d'un point de presse au siège de l'ONU, le Secrétaire général a indiqué avoir transmis mardi au Conseil de sécurité le résumé du rapport de l'enquête menée par les Nations Unies pour établir les circonstances de l'assassinat des deux experts.

« Il est clair dans ce rapport que les deux experts sont des victimes innocentes. Ils n'ont rien fait qui puisse contribuer à ce crime intolérable », a déclaré aux journalistes M. Guterres avant sa rencontre avec le Ministre des affaires étrangères de la RDC prévue mercredi après-midi à New York.

M. Guterres s'est dit prêt à discuter avec toutes les parties concernées des modalités pratiques de travail et de suivi pour que la reddition des comptes concernant ces assassinats soit assurée. « Après mes consultations avec (le gouvernement de la RDC) et les membres du Conseil de sécurité, je présenterai des propositions adéquates », a-t-il conclu.

Le Secrétaire général a indiqué que le rapport de l'ONU sera également transmis aux pays concernés et aux familles des victimes qu'il rencontrera prochainement.

Distribution de nourriture aux personnes déplacées du Kasai

De son côté, le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM) a annoncé mercredi le lancement avec son partenaire World Vision d'une opération d'acheminement de nourritures d'urgence à 42.000 personnes déplacées en situation d'insécurité alimentaire au Kasai (25.000 personnes déplacées dans la province du Kasai Central et 17.000 personnes dans la province du Kasai).

L'aide alimentaire sera fournie dans les prochains jours « là où un accès sûr est possible » aux personnes qui ont fui leurs villages en raison du conflit qui frappe la région depuis août 2016, a précisé l'agence onusienne.

L'agence a toutefois besoin d'urgence de 17,3 millions de dollars pour appuyer l'accroissement de ses opérations pour aider 250.000 personnes vulnérables dans les provinces du Kasai et du Kasai Central pour la période allant de septembre à décembre 2017.

« Nous avons lancé cette réponse d'urgence dès que les fonds sont devenus disponibles. Nous avons visé les plus vulnérables parmi les personnes vulnérables et notre accès à ces personnes déplacées dépend également des conditions de sécurité », a déclaré le Représentant du PAM en RDC, Claude Jibidar. « Cependant, avec près d'un million et demi de personnes déplacées dans la région du Kasai, un soutien supplémentaire des bailleurs de fonds est essentiel pour que le PAM élargisse ses opérations et accède aux personnes déplacées plus vulnérables ».

Nigéria : le chef de l'ONU condamne des attaques terroristes dans l'Etat de Borno



Une fillette déplacée âgée de 8 ans à Banki, dans l'Etat de Borno, au Nigéria, avec son frère âgé de 5 ans. Photo OCHA/Yasmina Guerda

16 août - Le Secrétaire général des Nations Unies, António Guterres, a condamné une série d'attaques terroristes perpétrées mardi dans l'Etat de Borno, dans le nord-est du Nigéria.

Selon les informations rapportées par la presse, au moins 30 personnes ont été tuées dans une série d'attentats-suicides commis près d'un camp de déplacés situé à 25 kilomètres de la ville de Maiduguri, la capitale de l'Etat de Borno. Il y a trois semaines, deux camps de déplacés près de Maiduguri avaient déjà été frappés par deux attentats-suicides.

« Le Secrétaire général réitère la solidarité et le soutien des Nations Unies au gouvernement nigérian dans sa lutte contre le terrorisme et l'extrémisme violent », a déclaré mardi soir son porte-parole, Stéphane Dujarric, dans un communiqué. « Il demande que les responsables de ces actes odieux répétés au Nigéria et dans les pays voisins soient rapidement traduits en justice ».

Le chef de l'ONU a transmis ses sincères condoléances au gouvernement et au peuple du Nigéria pour les pertes en vies humaines et a souhaité aux blessés un rétablissement rapide.

Ravagé par des attaques récurrentes perpétrées par le groupe terroriste Boko Haram, le nord-est du Nigéria est confronté à l'une des plus importantes urgences humanitaires du moment. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), plus de 2 millions de personnes ont été contraintes de quitter leurs foyers pour fuir les violences qui sévissent dans la région.

Aux déplacements massifs de population, s'ajoute une grave crise alimentaire et le risque de famine persiste, a alerté mardi le Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM). La semaine dernière, le Conseil de sécurité avait souligné que les conflits et les violences constituaient l'une des principales causes de famine.

Fin juillet, le Conseil de sécurité avait invité les États membres et les partenaires multilatéraux à prêter leur appui à la Force multinationale mixte (FMM), chargée de lutter contre Boko Haram dans la région du bassin du Lac Tchad, afin de la rendre pleinement opérationnelle.

« Le Secrétaire général renouvelle également l'engagement des Nations Unies à soutenir les efforts déployés dans le cadre des initiatives antiterroristes de la Commission du bassin du lac Tchad », a précisé son porte-parole.

Violations de droits humains au Burundi : l'ONU fera le point sur son enquête en septembre



Le Conseil des droits de l'homme à Genève. Photo ONU/Elma Okic

16 août - La Commission d'enquête sur le Burundi et son Président Fatsah Ouguerouz présenteront à Genève les 18 et 19 septembre lors de la trente-sixième session du Conseil des droits de l'homme, un rapport qui devrait confirmer que les graves abus se poursuivent au Burundi.

Dans un entretien accordé à ONU Info, M. Ouguerouz a indiqué que les enquêteurs onusiens n'ont reçu « aucune information relative à une amélioration de la situation qui prévaut au Burundi, notamment depuis la présentation du rapport oral en juin dernier ».

« Par contre, nous avons reçu quelques témoignages faisant état d'allégations », fait-il remarquer tout en soulignant qu'il s'agit « d'informations qui font état d'actes aussi graves et d'une gravité similaire par rapport au contenu du rapport oral présenté en juin dernier à Genève ».

Le 15 juin dernier, la Commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi avait en effet dénoncé la persistance des violations des droits de l'homme dans ce pays. Des abus perpétrés, selon les enquêteurs onusiens, dans un climat de peur généralisé, avec des violations entretenues par des discours de haine prononcés par certaines autorités de l'État, des membres de la ligue des jeunes du parti au pouvoir, les Imbonerakure. « Plusieurs victimes de torture par la police ou le service national de renseignement ont rapporté à la Commission que les sévices endurés étaient accompagnés d'insultes à caractère ethnique », avaient alors déploré les enquêteurs onusiens.

Plus de deux mois après, la Commission estime « qu'elle n'a aucune raison de moins s'inquiéter. Donc pas d'améliorations à notre connaissance ».

Si cette commission indépendante d'enquête fait toujours face à un manque de coopération de la part des autorités burundaises, elle a toutefois activement poursuivi ses travaux depuis sa création.

Toujours interdite de séjour dans ce pays par Bujumbura, ses membres se sont rendus dans les pays voisins, Ouganda, Tanzanie, Rwanda ou République démocratique du Congo (RDC), où ils ont enquêté auprès des centaines de milliers de Burundais qui ont fui les violences au Burundi. Ils ont déjà entendu des centaines de victimes ou témoins des violences, ont épluché une importante documentation et recoupé des faits. « Encore une fois, nous déplorons le manque de coopération des autorités burundaises. Malgré cela, nous avons pu travailler dans des conditions difficiles certes, mais effectives », a déclaré le Président de la Commission d'enquête.

Les enquêteurs onusiens ont ainsi « pu recueillir plus de 470 témoignages ». Des dépositions recueillies non seulement dans les pays limitrophes du Burundi, dans d'autres pays également, mais aussi à l'intérieur du Burundi. « A travers certaines sources, nous avons pu recueillir des témoignages des victimes ou des témoins vivant actuellement au Burundi et qui ne sont pas sortis de leur pays », a dit M. Ouguerouz.

Sur la fiabilité des informations recueillies tout au long de ces enquêtes sur le terrain, la Commission « fait très attention à ce que les conclusions des allégations soient fondées à la fois en faits et en droit, et obtenir ainsi un certain nombre d'informations de première main ».

Finalement, la Commission d'enquête entend rappeler l'importance de sa mission qui consiste à documenter toutes ces violations des droits humains au Burundi. Des travaux qui peuvent être utiles dans le cadre de la lutte contre l'impunité, surtout en l'absence de recours possible au Burundi même.

« Notre rôle est de documenter ces violations de manière à permettre à la justice burundaise elle-même » d'avoir de la matière à même de servir lors de procès équitables et impartiaux. « Car c'est le Burundi qui est d'abord responsable d'assurer la lutte contre l'impunité », note la Commission. Selon Fatsah Ouguerouz, documenter les violations des droits de l'homme

permettrait aussi de favoriser le processus de réconciliation dans ce pays.

Le Kosovo entre dans une « période d'incertitude » et un « vide » de gouvernance, prévient le Chef de la MINUK



Le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo, Zahir Tanin, fait un exposé devant le Conseil de sécurité.
Photo ONU/Kim Haughton

16 août - Suite aux élections législatives anticipées du 11 juin dernier, qui se sont déroulées sans « irrégularités ou incidents majeurs », le Kosovo est entré dans une « période d'incertitude » marquée par la reconfiguration de son paysage politique et un « vide fonctionnel », a prévenu mercredi devant le Conseil de sécurité le Représentant spécial du Secrétaire général pour le Kosovo, Zahir Tanin.

« La phase de transition s'est avérée être semée d'obstacles. La principale coalition n'a pas été en mesure de parvenir à une majorité absolue, certaines des parties ont accru leur représentation de manière marginale et l'opposition de longue date a pris un élan significatif », a résumé M. Tanin, venu présenter au Conseil le dernier rapport en date du Secrétaire général sur la situation au Kosovo, qui couvre la période allant du 16 avril au 15 juillet.

Mais ce scrutin a mis à jour un « changement de mentalités » chez de nombreux votants, en particulier les jeunes, davantage préoccupés des problématiques de l'accès à l'emploi ou à l'éducation que de la « rhétorique ethno-nationaliste », qui a échoué à mobiliser l'électorat comme par le passé.

Une nouvelle donne qui informe d'ores et déjà la prochaine campagne électorale, celle des municipales prévues en octobre prochain, a relevé le Représentant spécial, qui dirige également la Mission d'administration intérimaire des Nations Unies au Kosovo (MINUK).

« Aucun parti ni aucune coalition préélectorale n'ayant obtenu une majorité en état de gouverner, aucune alliance postélectorale n'a été constituée afin de former un gouvernement », a constaté le Secrétaire général dans son rapport, une impasse déplorée aujourd'hui par la majorité des membres du Conseil.

Si le rapport conclut qu'au cours de la période considérée, le dialogue entre Belgrade et Pristina mené sous les auspices de l'Union européenne (UE) a peu progressé, le Représentant spécial a toutefois fait état d'un nouveau développement le 24 juillet, après que le Président de la Serbie, Aleksandar Vucic, a affirmé que la viabilité des progrès dans son pays passe par le règlement de la situation au Kosovo.

Le Chef d'État, a poursuivi M. Tanin, a prévenu qu'à moins de résoudre « le conflit historique entre Serbes et Albanais », les deux peuples seraient confrontés à l'échec.

Pour le Premier Vice-Premier Ministre et Ministre des affaires étrangères de la Serbie, Ivica Dacic, la relance du dialogue de haut niveau tiendra à la volonté des deux parties de faire des compromis, volonté qui a selon lui fait défaut jusqu'à présent à l'autre partie, qui préfère les mesures unilatérales.

À l'inverse, Vlora Çitaku, du Kosovo, a dénoncé l'attitude « très agressive et peu constructive » de la Serbie, qui ne cesserait d'entraver la normalisation des relations entre Pristina et Belgrade, citant notamment le soutien apporté par la Serbie aux « structures parallèles serbes » au Kosovo. Soulignant la dangerosité de solutions reposant sur une base ethnique, Mme Çitaku a mis en garde contre le rejet du multiculturalisme.

La réconciliation politique ne peut, pour le Représentant spécial, faire fi de toutes les divisions et doit s'accompagner d'une réconciliation populaire et sociétale, que la MINUK s'est efforcée de promouvoir par de multiples initiatives au cours des mois écoulés.

Colombie : la Mission de l'ONU achève la collecte des armes des combattants des FARC



Derniers conteneurs de la Mission des Nations Unies en Colombie dans lesquels sont consignés des armes des FARC-EP. Photo: Mission de l'ONU en Colombie

16 août - La Mission des Nations Unies en Colombie a annoncé avoir achevé le processus de collecte des armes individuelles des combattants des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC-EP) dans le cadre de l'accord de paix entre ce groupe rebelle et le gouvernement colombien.

« À ce jour, le 15 août, [l'ONU] a conclu le processus d'extraction de toutes les armes et fragments de munitions dans les 26 camps des FARC-EP, ainsi que dans les caches d'armes », a déclaré le Représentant spécial du Secrétaire général pour la Colombie et chef de la Mission de l'ONU dans ce pays, Jean Arnault, dans un communiqué de presse publié mardi.

« En plus de l'opération qui se déroule à Pondores, des opérations d'extraction sont en cours dans quatre endroits : La Reforma, Yari, La Guajira et La Variante. Le matériel transporté dans les conteneurs comprend 8.112 armes et près de 1,3 million de cartouches brûlées », a-t-il ajouté.

Tous les matériaux instables trouvés dans les 26 camps, y compris les mines antipersonnel, les grenades, les explosifs artisanaux et la poudre à canon, ont également été détruits.

Le chef de la mission a souligné l'importance de ce processus et ce que cela signifie pour l'avenir de la Colombie.

« Je considère que ce sont des chiffres importants qui montrent qu'il y a eu un processus exhaustif de dépôt des armes, pas seulement un processus d'abandon des armes individuelles », a souligné M. Arnault. « Comme l'a dit le Président Juan Manuel Santos, cela conduit le pays à une nouvelle étape ».

L'actuelle Mission des Nations Unies sera remplacée le 26 septembre par la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie.

Un traité international contre les effets néfastes du mercure entre en vigueur



L'exploitation minière artisanale est responsable de près de 35% des émissions mondiales de mercure dans l'environnement. Photo Fonds mondial pour l'environnement

16 août - La Convention de Minamata visant à protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets néfastes du mercure est entrée en vigueur mercredi.

Naturellement présent dans notre environnement, le mercure est un métal lourd que l'on retrouve partout dans le monde. Il est employé dans un grand nombre de produits de notre quotidien et rejeté dans l'atmosphère, l'eau et le sol par une multitude de sources.

L'ONU la classé le mercure parmi les 10 produits chimiques les plus dangereux qui mettent en danger la santé et l'environnement. L'exposition au mercure peut nuire au cerveau, au cœur, aux reins, aux poumons et au système immunitaire, en particulier chez les enfants à naître et les nourrissons.

La Convention de Minamata engage ses 74 Parties à réduire les risques de la diffusion nocive de mercure et des composés de mercure. Les gouvernements qui sont parties à la Convention sont désormais légalement tenus de prendre une série de mesures pour protéger la santé humaine et l'environnement en traitant le mercure tout au long de son cycle de vie.

Ces mesures incluent l'interdiction de nouvelles mines de mercure, l'élimination progressive de celles existantes et la réglementation de l'utilisation du mercure dans les mines d'or artisanales et à petite échelle, les processus de fabrication et la production d'objets de tous les jours tels que les cosmétiques, les ampoules, les batteries et les garnitures dentaires.

« La Convention de Minamata montre que notre travail mondial pour protéger notre planète et ses habitants peut continuer à rassembler les nations. Nous l'avons fait pour la couche d'ozone et maintenant nous le faisons pour le mercure, tout comme nous devons le faire pour le changement climatique - une cause que la Convention de Minamata servira également. Ensemble, nous pouvons assainir nos pratiques », a déclaré le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Erik Solheim, dans un communiqué.

Signé par 128 pays, la Convention tire son nom de la catastrophe d'empoisonnement au mercure la plus sévère de l'histoire, qui est apparue à Minamata, au Japon, en mai 1956, après des rejets importants d'eaux usées industrielles dans la baie de Minamata qui avaient commencé dans les années 1930. Les habitants de villages locaux qui ont mangé du poisson et des crustacés de la baie ont commencé à souffrir de convulsions, de psychoses, de perte de conscience et de coma. Au total, des milliers de personnes ont été certifiées comme ayant directement souffert d'un empoisonnement au mercure, maintenant connu sous le nom de maladie de Minamata.